

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 27 mai 2021
(Convocation du 12 mai 2021)

Aujourd'hui, le vingt-sept mai deux mille vingt et un à 10h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	25
• Voix	183
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	26
• Voix	184
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents en visioconférence :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Christiane AUTIGEON, Céline SALLES, Dominique DEGOS, Jean GUILHAS, Bernard POUBLAN, Christophe TERRAIN, Paul CARRERE, Yves LAHOUN, Jean ARRIUBERGE, Patrick CHASSERIAUD, Charles PELANNE, Bernard SOUDAR
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard KRZYNSKI
- Pour les communautés de communes membres : Madame Isabelle CAZALIS et Messieurs Philippe BRETHES, Philippe CASTETS, Jean-Marc LESCOUTE, Pierre CAZERES, Jean-Emmanuel DARGELOS, Francis BETBEDER
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Christian DUCOS, Jean-Jacques DANE, Bernard LABADIE, Antoine LEQUERTIER, Daniel ARRIBERE

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Madame Pascale REQUENNA

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Laurence ANCIEN, Nathalie BARROUILLET, Bernard VERDIER, Gérard CASTET, Francis DUPOUEY, Gabriel BELLOCQ, Xavier LAGRAVE, Thierry CARRERE
- Pour les Régions membres : Monsieur Andde SAINTE-MARIE
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe CASTEL
- Pour les communautés de communes membres : Madame Christine FOURNADET et Messieurs Philippe LATRY, Pierre LAJUS, Philippe BARON, Michel CUYAUBE, Didier GAUGEACQ, Denis LANUSSE, Jean-Michel LE BIHAN, Christophe PUGNETTI, Jean-Pierre REMY, Laurent NOLIBOIS, Jean-Yves ARRESTAT, Patrick MAUNAS
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel CHANUT, Didier SAKELLARIDES, Michel BAREYT, Bernard LOUGAROT

Secrétaire de séance : Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Gouvernance / Avis de l'EPTB sur le projet de plan de gestion du risque inondation 2022-2027 (second cycle de la directive inondation) pour le bassin Adour-Garonne

VU le code de l'environnement,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'urbanisme,

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, portant transposition de la directive 2007/60/CE du 23 octobre 2007 dite « directive inondation », relative à l'engagement national pour l'environnement,

VU le décret n° 2011-277 du 2 mars 2011 relatif à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation,

VU l'arrêté du 1^{er} décembre 2015 portant approbation du plan de gestion des risques d'inondation 2016-2021 du bassin Adour-Garonne 2016-2021,

Vu la note technique du 1^{er} février 2017 relative à la mise en œuvre du 2^{ème} cycle de la directive inondation,

VU l'arrêté du 24 octobre 2018 portant sur l'addendum à l'évaluation préliminaire des risques d'inondation, modifiant l'arrêté du 21 mars portant sur l'évaluation préliminaire des risques d'inondation du bassin Adour-Garonne,

VU l'arrêté du 24 octobre 2018 actualisant la liste des territoires à risques important d'inondation du bassin Adour-Garonne et abrogeant l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2013 arrêtant la liste des territoires à risques important d'inondation du bassin Adour-Garonne,

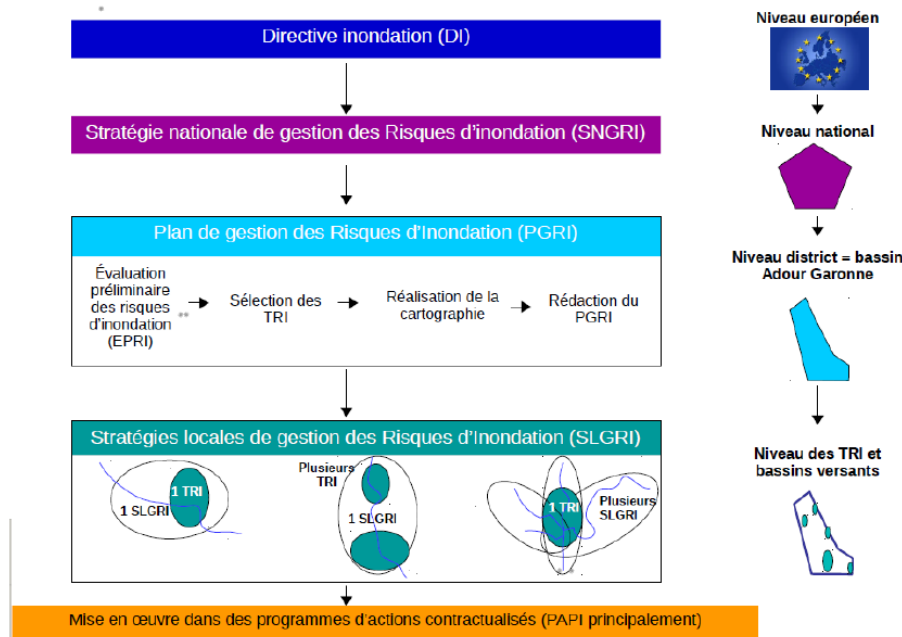
VU les arrêtés du 10 décembre 2019 et 18 décembre 2019 portant approbation des cartes des surfaces inondables et des risques d'inondation pour les territoires à risques important d'inondation du bassin Adour-Garonne

VU l'avis favorable du comité de bassin Adour-Garonne en date du 16 octobre 2020,

CONSIDERANT la lettre de saisine en date du 8 février 2021 cosignée du Préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne et du Président du comité de bassin Adour-Garonne sollicitant l'avis de l'EPTB sur les projets de SDAGE et PDM ainsi que sur le projet de PGRI avant le 1^{er} juillet 2021 dans le cadre de la consultation institutionnelle,

Exposé des motifs :

La Directive inondation prévoit une déclinaison à toutes les échelles :



Le plan de gestion du risque inondation (PGRI) est la déclinaison au niveau du district hydrographique de la « Directive Inondation » (2007/60/CE).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



Le présent plan de gestion soumis à la consultation des structures œuvrant dans ce domaine de compétence est établi pour une durée de 6 années et permet d'orienter et d'organiser les politiques de gestion des risques inondations au travers de 7 axes stratégiques et 45 dispositions associées.

L'EPTB a déjà pu apporter une contribution lors de l'élaboration de ce document au travers d'une motion débattue et approuvée par le comité syndical de l'Institution Adour en date du 28 mars 2019.

Le PGRI proposé à la consultation de l'EPTB a été élaboré par la DREAL de bassin sous l'autorité du Préfet coordonnateur de bassin et en partenariat étroit avec la commission inondation de bassin (CIB), le comité de bassin (commission planification) et la commission administrative de bassin.

La rédaction d'un tel document a été initiée dès juin 2018 et a été construite sur la base de divers éléments dont la mise à jour de l'évaluation préliminaire des risques d'inondations (EPRI) de 2011, la mise à jour des TRI, les éléments du bilan du PGRI précédent notamment.

On peut toutefois regretter que les travaux n'aient pu être élargis aux porteurs de PAPI et aux EPTB comme prévu du fait de la crise sanitaire.

D'un point de vue juridique, ce document a un rapport de compatibilité avec les documents de planification tels que les SCoT, PLU, PLUi ainsi qu'avec les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau (SAGE, autorisations et déclarations administratives relevant de la nomenclature IOTA ou des ICPE), ...

Les 7 axes stratégiques de ce PGRI 2022-2027 sont les suivants :

- **Objectif stratégique n°0 : Veiller à la prise en compte des changements majeurs (changement climatique, évolution démographique, ...).** Il s'agit là d'un nouvel axe non présent dans le PGRI précédent et pourvu de 4 nouvelles dispositions communes avec le SDAGE.
- **Objectif stratégique n°1 : Poursuivre le développement des gouvernances à l'échelle territoriale adaptée, structurées et pérennes.** Le contexte réglementaire a ici été reprécisé notamment au regard de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI. En outre, une disposition spécifique prévoit l'intégration des enjeux liés à l'eau dans les documents d'urbanisme (D1.3).
- **Objectif stratégique n°2 : Poursuivre l'amélioration de la connaissance et de la culture du risque inondation en mobilisant tous les outils et acteurs concernés.** Cet objectif vise à renforcer la connaissance et la culture du risque et notamment sur la sensibilisation des maires dont les communes sont dotées d'un PPR (D2.6).
- **Objectif stratégique n°3 : Poursuivre l'amélioration de la préparation à la gestion de crise et veiller à raccourcir le délai de retour à la normale des territoires sinistrés.** Cet objectif a été incrémenté des nouveaux dispositifs de prévision. Une nouvelle disposition relative aux plans ORSEC départementaux a également été rajoutée. En outre, concernant le retour à la normale, des précisions ont été apportées sur l'encadrement réglementaire des travaux d'urgence.
- **Objectif stratégique n°4 : Réduire les vulnérabilités via un aménagement durable des territoires.** L'importance de PPR à jour est ici mise en exergue. Il est également précisé que les stratégies territoriales sont à adapter en fonction du type d'inondation y compris dans l'élaboration des documents d'urbanisme. Enfin, cet objectif stratégique intègre également la réalisation d'opérations de réduction de vulnérabilité des biens.
- **Objectif stratégique n°5 : Gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion des crues pour ralentir les écoulements.** Toutes les dispositions sont ici communes avec le SDAGE. Le lien est naturellement fait avec les plans pluriannuels de gestion des cours d'eau et les politiques menées par les syndicats de bassin versant.
- **Objectif stratégique n°6 : Améliorer la gestion des ouvrages de protection contre les inondations ou les submersions.** Ce dernier objectif est entièrement consacré aux ouvrages de protection et rappelle les obligations réglementaires des gémapiens au travers des décrets « digues » de 2015 et 2019. Enfin le PGRI précise la nécessité de réflexions sur des solutions alternatives à la protection par la réalisation d'analyses coûts / bénéfices ou de multicritères.

Enfin, conformément à l'article L.566-7 du code de l'environnement, une monographie des SLGRI existantes est portée en annexe.



L'ensemble des documents est disponible sur la page dédiée du site de la DREAL de bassin :
<http://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/-a25334.html>.

LE COMITE SYNDICAL

Sur la base de la proposition d'avis et des remarques présentés en séance et tels qu'annexés,

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

De donner un avis favorable au plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne, sous réserve de la prise en compte des remarques émises et validées en séance telles qu'annexées à la présente décision.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 27 mai 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



AVIS DE L'EPTB SUR LE PROJET DE PLAN DE GESTION DU RISQUE INONDATION 2022-2027 (SECOND CYCLE DE LA DIRECTIVE INONDATION) POUR LE BASSIN ADOUR-GARONNE

À noter que l'ensemble des documents est clair, didactique, complet et efficace.

Avant de rentrer dans le détail du PGRI, plusieurs remarques liminaires peuvent être formulées :

- En premier lieu, l'avis de l'EPTB est porté au regard de son territoire de compétence. Certaines problématiques relatives à d'autres territoires (littoral, gouvernance de certains sous-bassins, ...) ne sont donc pas traitées,
- Par ailleurs, même si la situation sanitaire a posé un cadre contraint dans l'élaboration de ce PGRI, l'EPTB regrette de ne pas avoir été associé plus en amont dans l'élaboration de ce document. Certaines remarques ci-dessous auraient pu être traitées au préalable sans être portées dans cet avis officiel.
- Enfin, l'évaluation du PGRI précédent a mis en exergue le manque d'indicateurs de suivis des différentes dispositions. Ce manque a, a priori, été appréhendé pour l'élaboration de ce nouveau PGRI. Toutefois, à sa lecture, le nombre d'indicateurs de suivi / évaluation demeure faible au regard des enjeux d'un tel document. Pour juger de la pertinence des dispositifs et des objectifs qui y sont rattachés, il aurait peut-être été intéressant d'imaginer un ou deux indicateurs qualitatifs.

Le chapitre dédié aux PAPI, décrit le cahier des charges en vigueur depuis mars 2017. Il est dommage de ne pas plutôt avoir détaillé les contenu et attendus du nouveau cahier des charges version 2021.

Les objectifs stratégiques 0 et 1 sont par définition des axes transversaux à l'ensemble du PGRI. Dans les deux cas la contextualisation des deux sujets (changement climatique et évolution démographique d'une coté et gouvernance de l'autre) sont très bien traités. Toutefois, la transversalité nécessaire n'est pas prégnante notamment pour l'axe 0.

Concernant cet axe 0, il ressort que les 3 premières dispositions font état de politiques déjà mises en œuvre dans les territoires par différentes structures. Elles n'emportent aucune recommandation, incitation à une plus grande prise en compte des évolutions à venir.

Aussi, l'EPTB, fort des travaux déjà réalisés (SAGE, Adour 2050, SLGRI, PAPI, ...) aurait souhaité une plus grande ambition de la part du PGRI sur les sujets traités ici et s'interroge sur la plus-value réelle du PGRI quant à ces dispositions.

Seule la disposition D0.4 fixe un objectif en matière de diversité et complémentarité des mesures à mettre en œuvre et fait un lien de transversalité vers les autres axes stratégiques.

L'axe 1 présente quant à lui deux nouvelles dispositions par rapport au PGRI précédent. La première consiste à encourager la labellisation des EPTB et des EPAGE. La seconde facilite l'intégration des enjeux de l'eau dans les documents d'urbanisme et de planification urbaine.

Dans les deux cas, l'EPTB adhère pleinement à ces nouvelles propositions et souligne, dans le cas de la D1.2, la recommandation relative à l'adhésion des EPAGE aux EPTB lorsque ceux-ci existent.

L'objectif stratégique 2 relatif à la connaissance et à la culture du risque emporte l'adhésion de l'EPTB. Le constat est partagé tout comme les dispositions retenues

L'effort d'appropriation du risque inondation auprès des différents publics cibles doit être soutenu et les outils nécessaires doivent en effet être mobilisés tant sur l'ensemble des territoires à risque important que sur les autres. L'EPTB adhère au principe d'essayer des approches différentes pour sensibiliser aux inondations (historique, culturelle, etc.).

Concernant l'objectif stratégique 3 relatif à l'amélioration de la gestion de crise et le retour à la normale post-crue, l'EPTB rejoint dans son ensemble les dispositions reprises dans ce projet de PGRI. L'EPTB souhaite particulièrement insister sur 3 dispositions :

- La mise en œuvre ou l'adaptation des plans ORSEC départementaux (D3.5) semble en effet tout à fait pertinent pour améliorer la gestion de crise,
- Le travail réalisé par l'EPTB dans le cadre de l'élaboration de plusieurs SLGRi et PAPI a mis en exergue l'opérationnalité toute relative des PCS. Aussi, il apparaît aujourd'hui prioritaire que ces documents soient élaborés de manière à être réellement opérationnels, utiles et pragmatiques afin d'assurer une bonne gestion de la crise. En ce sens, le PGRI, tout comme les SLGRi et les PAPI lorsqu'ils existent, doivent y veiller.
- Enfin, une nouvelle disposition (D3.10) vient incrémenter ce nouveaux PGRI. Elle a pour but d'accompagner la gestion des travaux d'urgence post-crue. L'EPTB souhaite ici alerter la DREAL de bassin sur les conséquences possibles, ou tout du moins les craintes, que peut engendrer la mise en œuvre d'une telle disposition. En effet, il faudra être ici particulièrement vigilant sur l'appréciation de la notion d'urgence des travaux envisagés mais aussi de l'éventuelle complexité de la procédure règlementaire qui y est rattachée de sorte que l'urgence réelle puisse être effectivement traitée dans des délais normaux.

Concernant l'objectif stratégique n°4 relatif à la réduction de la vulnérabilité par l'aménagement durable du territoire, l'EPTB souscrit à toutes les dispositions présentées.

Toutefois, cet objectif a pour principal intérêt d'anticiper les éventuelles erreurs à venir dans l'aménagement du territoire mais ne prévoit pas suffisamment (hormis pour la disposition relative à la désimperméabilisation des sols) d'intégrer des principes consistant à gommer les erreurs du passé. Pour illustrer cela, et comme il a déjà été mentionné dans l'avis émis par le 28 mars 2019 par l'EPTB sur les questions importantes, il apparaît pertinent de s'interroger dans certaines circonstances sur le repli des enjeux. À titre d'exemple, il apparaît évident que la restauration de champs d'expansion de crues (cf. OS n°5) qui permet d'augmenter la résilience des territoires sera d'autant plus facilitée que les enjeux les plus importants auront été déplacés sur d'autres zones géographiques moins ou pas soumises au risque inondation.

Cet aspect est en partie appréhendé dans la disposition D6.3 mais se limite à une approche alternative à la protection, ce qui semble trop limitatif.

L'objectif stratégique n°5 concerne les capacités d'écoulement et les zones d'expansion des crues.

À l'exception de la remarque formulée juste avant, l'EPTB adhère aux dispositions proposées ici qui sont par ailleurs communes avec le SDAGE.

La disposition D5.2 va même jusqu'à prévoir, en dernier recours, la possibilité de construction d'ouvrage de ralentissement dynamique qui peuvent avoir un rôle important dans l'horloge des crues. Enfin, l'objectif stratégique n°6 concerne les ouvrages de protection contre les inondations.

La disposition D6.1 relative à la mise en œuvre de l'item 5 de la compétence GEMAPI interroge : en effet, l'EPTB est surpris de la rédaction de cette disposition (tout du moins des premiers paragraphes) qui intègre comme objectifs à réaliser l'identification des ouvrages de protection (systèmes d'endiguement) et les réflexions à mener quant à leur pérennité au regard des décrets « digues » de 2015 et 2019. En effet, la phase transitoire dans la mise en œuvre de cet item 5 est aujourd'hui achevée depuis plus d'un an et il serait surprenant que les nouvelles collectivités compétentes en la matière n'aient pas engagé ces démarches.

Les délais règlementaires laissent, certes, jusqu'au 30 juin 2023 pour déposer les dossiers de demande de classement des systèmes d'endiguement ; toutefois, la mise en œuvre de la GEMAPI a démarré depuis le 1^{er} janvier 2018, c'est-à-dire il y a plus de 3 années. Il serait donc étonnant que les gémapiens n'aient pas achevé le recensement de leur parc de digues et entamé les réflexions quant à leur pérennisation ou leur abandon.



Pour ce qui des autres éléments relatifs à cette disposition, mais aussi des deux autres dispositions de cet OS n°5, l'EPTB adhère aux propositions faites et assure qu'il jouera pleinement son rôle dans le cadre de sa mission de coordination à l'échelle du bassin.

Remarques concernant les monographies des SLGRI :

SLGRI côtier basque : Le syndicat mixte du bas Adour et le syndicat mixte de l'Adour maritime et affluents ont fusionnés au 1^{er} janvier 2019 et la nouvelle entité se nomme aujourd'hui le syndicat mixte du bas Adour maritime.

Cette remarque est aussi valable pour la SLGRI de Dax où le SMBAM est membre du comité de pilotage (au lieu du SMBA).